

alternatives

LE JOURNAL

VOL.12 • NO.2 / OCTOBRE 2005

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Un Irak stable sans troupes d'occupation



PHOTO: KUNI TAKAHASHI / CP

REPÈRES IRAK

Superficie : 438 317 km².

Population (1999) : 22,5 millions d'habitants.

Composition de la population (1997) : Arabes (80 %), Kurdes (15 %), Turkmènes, Assyriens et Autres (5 %).

Population urbaine : 75,5 %.

Principales agglomérations : Bagdad (la capitale), Bassorah, Mossoul, Kirkouk, Irbil.

Croissance démographique annuelle (1995-2000) : 2,8 %.

Espérance de vie (1997) : 66 ans.

Langues : les trois langues officielles sont l'arabe, le kurde et le syriaque, tandis que sont aussi utilisées le turkmène, le persan et le sabéen.

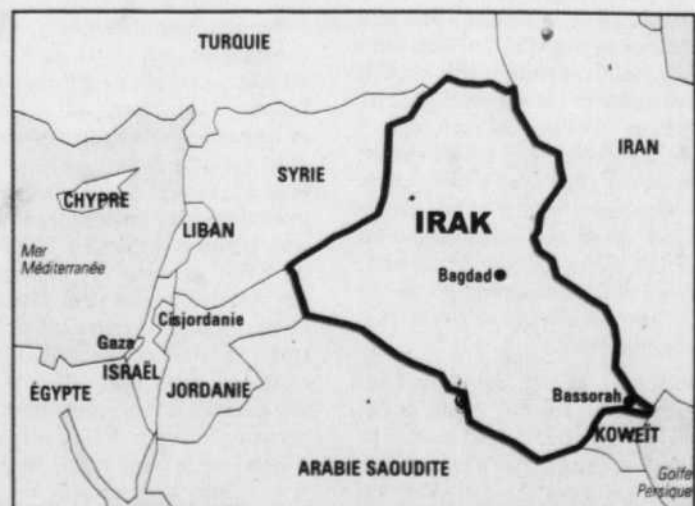
Dirigeants : Saddam Hussein a dirigé d'une main de fer le pays jusqu'en 2003. De mai 2003 à juin 2004, l'Irak a été administrée par les États-Unis, via un administrateur civil en chef, nommé par le président Bush, Paul Bremer. Le Conseil de gouvernement transitoire irakien, formé le 3 septembre 2003 gouvernait et légiférait sous sa tutelle. La souveraineté a été « rendue » aux Irakiens le 28 juin 2004. Les deux têtes de l'exécutif irakien étaient alors le président sunnite Ghazi al-Yaouar et le premier ministre chiite laïc, Iyad Allaoui. Le 30 janvier 2005, la population irakienne s'est rendue aux urnes afin d'élire le premier gouvernement irakien démocratique. Depuis, le président est le Kurde Jalal Talabani, alors que le premier ministre est Ibrahim Jaafari.

Religions : l'Islam est la religion officielle et l'Irak est composée à 95 % de musulmans (dont 2/3 de chiites et 1/3 de sunnites) ; les chrétiens et ceux qui appartiennent à d'autres confessions comptent pour seulement 5 % de la population.

Ressources principales : l'Irak est la deuxième réserve mondiale de pétrole. Depuis 1991, une partie de la production a été consommée sur place, et le reste échangé contre des médicaments et de la nourriture conformément à la résolution n°706 (15/08/91) des Nations unies, également appelée « pétrole contre nourriture ».

Taux de croissance (1998) : 2 %.

PIB (par habitant en 1998) : 2 400 dollars (source CIA).



Le 16 septembre, devant les Nations unies, le président irakien, Jalal Talabani, avouait avoir désespérément besoin de l'aide de la communauté internationale, affirmant que l'Irak n'était pas à la veille d'une guerre civile, mais en plein dedans. De fait, les attentats se multiplient à l'approche du référendum sur la Constitution, devant avoir lieu le 15 octobre. Pour Gilbert Achcar joint à Berlin, spécialiste du Moyen-Orient, une seule chose pourra réussir à stabiliser l'Irak : le retrait complet des troupes américaines.

L'aventure américaine en Irak, au printemps 2003, ne devait être l'affaire que de quelques semaines, le temps de bouter dehors, voire de capturer, Saddam Hussein et ses sbires. Ce qui en effet n'a pris que très peu de temps. Seulement, par la suite, les choses ne se sont pas passées comme cela avait été prévu par le gouvernement américain. Ce dernier croyait répéter le scénario qui a suivi la guerre de 1939-1945, commente Gilbert Achcar. Soit s'installer en vainqueurs et libérateurs, adúlés par la population. « Plus ça va, pire c'est, plus ils s'embourbent », remarque le professeur de science politique et de relations internationales à Berlin. « Ce que l'administration Bush aimerait, c'est un certain niveau de stabilité où les forces américaines sont acceptées comme arbitres. Mais c'est un jeu qui ne leur réussit pas. Ça aurait pris des gens beaucoup plus machiavéliques pour ça », ironise Gilbert Achcar.

Il ne fait pas de doute, pour ce spécialiste du Moyen-Orient, que la très grande majorité des Irakiens, chiites et sunnites confondus, à l'exception des Kurdes, souhaitent le départ des troupes américaines, la fin complète de l'occupation. « Sinon immédiatement, en tout cas qu'il y ait immédiatement un calendrier de retrait de proposer. »

Pendant ce temps, le gouvernement irakien se porte assez mal. Élu le 30 janvier 2005, dans un inattendu élan démocratique de la part de la population qui avait bravé l'insécurité pour se rendre aux urnes, quelques optimistes avaient alors prédit la fin des violences. Erreur. « Le bilan est assez mauvais, tant sur le plan de la sécurité que des services publics. » Pour le professeur, le fait que le gouvernement irakien collabore avec les États-Unis pour assurer la sécurité est la preuve que la souveraineté irakienne n'existe pas. « C'est de courte vue, un non-sens, une provocation. »

Constitution

Le projet de Constitution sur lequel ont travaillé les autorités irakiennes au cours de l'année a été achevé en août. Quelques consultations avaient été organisées ici et là. Après bien des tergiversations et sans consensus sur l'ensemble des articles,

les dirigeants irakiens ont décidé de laisser les électeurs trancher. Le 15 octobre, la population décidera par voix de référendum si oui ou non elle accepte cette Constitution. Si dans 3 des 18 provinces qui composent le pays, la population répond majoritairement non, le texte sera rejeté. Cette clause avait été à l'origine réclamée par les Kurdes. Mais elle pourrait permettre aux Arabes sunnites, majoritaires au centre du pays, d'exercer un droit de veto.

Pour Gilbert Achcar, il est donc difficile de prédire quel sera le verdict de cette consultation populaire. Si l'on peut facilement imaginer que la quasi totalité des Kurdes voteront oui, et qu'une majorité de chiites feront de même, le vote des sunnites demeure moins clair. « Est-ce que les sunnites réussiront à empêcher la ratification ? », se demande le professeur Achcar. Et c'est là la grande inconnue. Les sunnites sont eux-mêmes divisés en deux camps. Alors que certains appellent à voter non, d'autres appellent à carrément boycotter le référendum du 15 octobre. C'est le cas du chef d'al-Qaïda en Irak, al-Zarquaoui, qui a aussi lancé un appel à la « guerre totale » contre les chiites.

« Il semble que le plus probable soit que le oui l'emporte », conclut néanmoins Gilbert Achcar, mais avec beaucoup de bémols. Si la Constitution est rejetée, le gouvernement est alors dissout et des élections déclenchées. Mais des élections parlementaires sont de toute façon prévues en décembre, même si le oui l'emporte.

Qui gagnent ?

Dans tout ce méli-mélo, le grand gagnant serait l'Iran. De cela est convaincu le spécialiste du Moyen-Orient qui enseigne présentement à Berlin, en Allemagne. « Alors qu'il est en pleine confrontation avec les États-Unis sur le nucléaire, l'Iran se réjouit de voir les États-Unis embourbés en Irak. Tant que ce sera le cas, ils ne seront pas menaçant pour eux. »

Quant à la « résistance armée » irakienne, il faut savoir de quoi nous parlons, prévient Gilbert Achcar. Il y a d'une part les réseaux baasistes, qui restent fidèles à Saddam Hussein, et d'autre part les réseaux intégristes dont la branche la plus

importante est celle de al-Zarquaoui. À cela s'ajoute toute une nébuleuse d'organisations rebelles en tout genre. « Les réseaux baasistes continuent d'être assez puissants, mais il est hors de question qu'ils reviennent au pouvoir dans le cadre d'une Irak unifiée. »

Le retrait américain

C'est surtout la nébuleuse rebelle qui rend le travail des forces armées américaines difficiles pour assurer la sécurité. Cependant, estime le professeur de relations internationales, ces groupuscules sont assez faibles, et ils se rallieront au consensus auquel pourront parvenir les sunnites. Et c'est pour cela que lui comme d'autres persistent à croire que les troupes américaines doivent se retirer. « Cela obligerait les Irakiens à trouver un modus vivendi. »

Est-ce que cela n'ouvrirait pas plutôt une porte aux islamistes ? « Les intégristes ont déjà la porte ouverte en présence des forces d'occupation, ça ne change rien », répond le spécialiste du Moyen-Orient. Lequel pense profondément par ailleurs qu'à partir du moment où on force au jeu démocratique, il faut être prêt à en accepter le résultat. Pour lui, continuer de croire que l'occupation protège, est ni plus ni moins qu'une farce. Il insiste : il y a un consensus qui unit tous les Irakiens, du moins les Arabes : les Américains doivent quitter le pays le plus rapidement possible.

Dans ces circonstances, est-ce vrai que les États-Unis envisagent sérieusement de passer à l'action ? « Certainement qu'au niveau du Pentagone, c'est un scénario qui doit être envisagé, quand on est militaire on doit tout considérer. » Cependant, au niveau de la direction à Washington, on demeure déterminé à poursuivre l'occupation. Et ce, même si les pressions augmentent de plus en plus, de tous côtés, y compris aux États-Unis, comme l'ont démontré les manifestations contre la guerre en Irak au cours du week-end du 24 et 25 septembre.

« Le plus intelligent par rapport à leurs [États-Unis] intérêts serait de prendre les devants, conclue Gilbert Achcar. En proposant un calendrier de retrait et verser les milliards qu'ils ont promis. »

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

CARNETS DE VOYAGES

Dans la tourmente libanaise, les femmes perdent au change

« Nous exigeons de nos gouvernements plus de démocratie. Mais peut-être faudrait-il que les sociétés se démocratisent aussi. Les femmes, malgré les apparences de liberté ou d'égalité, sont soumises au Liban au diktat des hommes et des différents clergés, qu'ils soient musulmans ou chrétiens. » Pour Joumana Mehré, vice-présidente de l'association libanaise des femmes démocrates, un regroupement de plusieurs associations indépendantes, c'est la société avec ses mentalités machistes et sexistes qui laisse aux tribunaux religieux le soin d'établir le statut de la femme, et donc sa condition. C'est la société qui permet la persistance de l'inégalité entre les hommes et les femmes, que ce soit au nom du dogme chrétien puisé dans les épîtres de Saint-Paul, ou du dogme musulman inspiré de la tradition islamique.

Le réseau des femmes démocrates que dirige Wadad Chakhtour, une retraitée de l'enseignement, tente de faire entendre la voix des femmes libanaises dans le brouhaha politique que connaît le Liban. L'organisation essaie d'apporter une pierre au nouvel édifice démocratique que souhaite une partie de la population. Courageusement, ces femmes transcendent les clivages religieux et les lourdeurs sociales.

Les clivages religieux persistent et dissimulent l'oppression sociale des femmes. Dès l'école primaire, on distingue les sexes, contrairement aux apparences et au mythe selon lequel la femme libanaise serait « la plus libre du Moyen-Orient ».

Les écoles comme les universités affichent des frontons aux slogans confessionnels. Une école publique implantée dans un quartier chiite, arménien ou chrétien maronite sera de fait soit chiite, arménienne ou maronite. L'école qui doit former le Libanais de demain enseignera la morale et l'histoire du Liban du point de vue de la communauté concernée seulement. L'appartenance religieuse avec ses contraintes et ses règles prime sur l'appartenance citoyenne où hommes et femmes subiraient un même traitement aux yeux de la loi. C'est ainsi que le code pénal ne condamne pas le viol conjugal et encourage le crime d'honneur. Au nom du respect des règles religieuses. C'est dans ce contexte qu'un programme de l'Unicef, auquel participe le Canada, essaie de réhabiliter socialement des femmes condamnées à des peines de prison. Une vraie gageure dans un pays encore en partie hostile aux femmes.

« Comment alors construire un pays, alors que le communautarisme religieux est le pire des maux qui rongent le Liban ? », demande Bechel Nacer, un sociologue, lui-même formé dans une école et une université maronites, et qui, après avoir passé une année en France, est revenu avec la conviction profonde que les religions peuvent être un frein au développement d'un pays. Que dire alors d'un pays qui compte 18 confréries religieuses ? Selon lui : « La seule chose que [cela] a donné aux Libanais, c'est une guerre civile permanente depuis un siècle. Tous les conflits au Liban, toutes les guerres, tous les massacres jusqu'aux dernières voitures piégées de cet été, ont pour origine un litige interreligieux. Le Liban des citoyens n'existe pas encore. Un patchwork de communautés, cherchant chacune un allié étranger sur qui s'appuyer, n'a jamais constitué un pays. »

ADELKRIM DEBBIH

L'auteur est journaliste à l'émission Points chauds de Télé-Québec. Ce reportage a été réalisé grâce à la participation du programme Initiative journalisme et développement, de l'Agence canadienne du développement international (ACDI). Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACDI, et n'engagent que l'auteur.

L'aide humanitaire en fonction du statut social

Quatre mois après le passage du tsunami, le village côtier de Perikalapet est toujours dévasté. Situé dans la région de Pondichéry, au sud-est de l'Inde, ce village de pêcheurs a reçu de plein fouet, le 26 décembre 2004, la vague de plus de 10 mètres.

Mais plus choquant encore que l'ampleur des dégâts, c'est de constater que les efforts de reconstruction déployés par le gouvernement ont été effectués en fonction du rang social des familles. En effet, selon les témoignages des gens rencontrés sur le terrain, les familles affectées par le tsunami et faisant parti du système des castes ont reçu de la part du gouvernement indien 50 000 roupies, un bateau et un filet de pêche, alors que les familles de dalits, c'est-à-dire les individus n'appartenant pas au système des castes, les intouchables ou, plutôt, selon le discours officiel, les individus socialement non privilégiés, ont reçu 2 000 roupies et 25 kilos de riz. Selon une jeune femme de la communauté, ces familles de dalits n'ont pas été autant atteintes que les familles de pêcheurs faisant partie du système des castes. Ce qui justifierait le fait que deux types d'infrastructures sanitaires aient été construites : la première, destinée aux individus appartenant au système, est construite avec des matériaux plus résistants, plus nobles et accueillants ; la seconde, construite pour les personnes n'appartenant pas au système, a été érigée avec de simples tôles rouillées.

Un peu plus loin, sur la plage, et curieusement près du rivage, on peut apercevoir une hutte à l'effigie de World Vision et exposée aux forces de la nature. À l'intérieur : une dizaine de postes de télévision qui servent à la « réhabilitation » psychologique des enfants ayant subi des traumatismes. À l'exclusion des dalits, toutefois.

Ce sont là quelques exemples anecdotiques des centaines de millions de dollars investis pour venir en aide à la population affectée par le tsunami. Des initiatives mises en œuvre de façon spontanée, cependant sans grande coordination avec les acteurs locaux et, surtout, sans réelle adéquation avec les besoins. Tellement d'attention globalement, mais à l'échelle locale, l'argent ne se rend toujours pas.

GENEVIEVE LEFEBVRE

L'auteure a visité le village de Perikalapet en tant que géographe afin de cartographier les côtes de la région.

En Russie, l'écologie sert de porte-étendard à l'opposition

Lors de la journée mondiale pour la protection de l'environnement, le 5 juin, les verts de Russie ont créé un nouveau parti : l'Union des verts de Russie, ou Russie verte. La nouvelle organisation qui se veut, selon son président, Alexis Yablokov, l'aile politique du mouvement écologique, a vu le jour dans la petite ville de Koroleva située dans la proche banlieue de la capitale. Les verts sont représentés dans 47 régions, et ont des comités politiques élus, en état de fonctionnement, dans 14 d'entre elles.

Moscou — En Russie, l'écologie a connu des fortunes diverses. Après un départ en trombe, à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986, les écologistes se sont peu à peu marginalisés. Malgré des succès aux élections régionales, ils n'ont pas su exploiter la situation et trouver une place à l'échelon national entre les conservateurs et les ultra-libéraux. Par la suite, rongés par les querelles personnelles, ils se sont morcelés en de nombreuses petites organisations. Au début des années 2000, les questions écologiques n'intéressaient plus personne ou presque : « L'écologie c'est bon pour les pays développés, les pays riches. Enrichissons-nous, après on verra », entendait-on dire un peu partout.

Ainsi le retour des écologistes sur le devant de la scène politique russe a dû être soigneusement préparé. Il y a un peu plus d'un an, les représentants de plus de 60 mouvements écologiques russes ont signé un mémorandum dans lequel ils soulignaient la nécessité de faire des verts une réelle force politique. En présence du président des partis verts de l'Union européenne, et d'une vingtaine d'invités appartenant aux partis politiques et aux organisations des droits de la personne, 230 délégués venus de 63 régions de Russie ont pris part au congrès constitutif. Au cours des travaux qui ont duré huit heures, les participants ont défini les grandes orientations du parti et lui ont donné une direction.

Prenant la parole à la fin des travaux, le président de la nouvelle organisation, Alexis Yablokov, a tenu à répondre à ses détracteurs qui l'accusent plus ou moins ouvertement d'entretenir des liens avec l'oligarque Boris Berezovsky, ou d'être l'une de ces organisations pro-Kremlin qui poussent comme des champignons, encouragées et parfois créées de toutes pièces par l'administration présidentielle. « Notre parti a été créé pour garantir à chacun le droit à une vie digne, à la santé et à un environnement décent. [...] Nous commençons par la base, nous ne sommes une initiative ni des oligarques ni du Kremlin », a déclaré Alexis Yablokov, biologiste renommé et vice-président de la commission mondiale pour la défense de l'environnement.

Dès sa constitution, le nouveau parti a reçu l'appui de l'Union des syndicats indépendants et de l'opposition libérale dans son ensemble. Dans sa lettre de félicitations à Alexis Yablokov, le président de l'Union des syndicats indépendants, après



PHOTO: HEIKKI SAUKKOMA

s'être ému du « désastre écologique russe », a déclaré : « Nous espérons vivement que votre initiative va permettre la consolidation du mouvement écologique et sa structuration en une force politique. » Invité au congrès, Sergueï Mitrokhine, vice-président du Parti Yabloko, a souligné que son parti « était l'allié naturel des verts dont il partage l'ensemble des valeurs ». Il leur a également proposé de constituer une fraction dans son parti au cas où il ne pourrait participer aux élections de 2007, faute d'avoir, avant la fin de l'année, les 50 000 membres nécessaires pour être enregistré comme organisation politique. Le parti des mères de soldats, représenté par sa présidente, Valentina Mielnikova, a également salué l'initiative de Yablokov et l'a « assuré de tout son soutien ».

Le président de Russie verte ne cache pas ses ambitions. Début juin, au cours du congrès des partis républicains de Russie, il a mis cartes sur table. « Le processus de consolidation des forces de l'opposition est indispensable. Et si nous nous rassemblons autour de quelques indépendants, des élections libres, des médias autonomes, nous pourrions créer un mouvement qui va bien au-delà de l'habituelle Union des forces démocratiques », a-t-il déclaré sous les applaudissements nourris de l'assistance.

Une idée qui apparaît séduisante. D'ailleurs Vladimir Poutine, qui verrouille le système en prévision des prochaines échéances électorales, ne s'y est pas trompé. Au cours de sa visite en Finlande les 3 et 4 août, il a souligné la nécessité de soutenir les mouvements écologiques tout en mettant en garde ces derniers contre les financements étrangers : « Les organisations écologiques financées de l'étranger font une concurrence déloyale au mouvement dans son ensemble », a-t-il déclaré.

Mauvaise posture

Or, l'opposition russe est dans une mauvaise posture. Elle n'a plus de leader et n'a ni grande idée ni grand projet pour soutenir son action. C'est que les deux « rassembleurs » de l'opposition sont d'ores et déjà hors course.

Mikhaïl Khodorovsky, leader informel de l'opposition, et homme « le plus riche de Russie », a été condamné à neuf ans de prison pour fraude, évasion fiscale et cinq autres délits. De son côté, l'ancien premier ministre Mikhaïl Kacianov, qui s'était déclaré en janvier prêt à reprendre le flambeau, risque aussi d'avoir des comptes à rendre à la justice. On lui reproche d'avoir privatisé la datcha dont il avait la jouissance

Le modèle américain ne fait plus recette même auprès de la jeunesse. Les jeunes russes ne se reconnaissent plus dans la formule « des sous, des discothèques, de la drogue », explique le politologue Serge Markov. Les idées de gauche sont incarnées par le Parti communiste. L'intelligence oscille entre une forme d'impérialisme post-soviétique teintée d'eurasisme ou d'orthodoxie, du style : « Moscou est la troisième Rome et il n'y en aura pas de quatrième. »

en tant que chef de gouvernement.

Coté projet, c'est l'impasse. Le modèle américain ne fait plus recette même auprès de la jeunesse. Les jeunes russes ne se reconnaissent plus dans la formule « des sous, des discothèques, de la drogue », explique le politologue Serge Markov. Les idées de gauche sont incarnées par le Parti communiste. L'intelligence oscille entre une forme d'impérialisme post-soviétique teintée d'eurasisme ou d'orthodoxie, du style : « Moscou est la troisième Rome et il n'y en aura pas de quatrième. » Dans ce contexte, grande est la tentation de céder aux sirènes des écologistes et de faire du parti le porte-étendard d'un grand mouvement où tous les mécontents pourraient se regrouper autour de quelques idées-forces. Au cours d'une conférence à la Douma consacrée aux problèmes environnementaux, Alexis Yablokov s'est lancé dans une violente diatribe contre le gouvernement, « coupable de rester les bras croisés alors que le peuple se meurt littéralement ».

« Il y a actuellement 140 millions de Russes. Au rythme où nous allons, dans 50 ans, il n'y en aura plus que 100 millions, a-t-il lancé. La population respire un air vicié, boit une eau polluée, mange des aliments frelatés. » Le chef des verts a ensuite expliqué que la vocation de l'écologie allait bien au-delà des questions environnementales au sens étroit du terme. Selon lui, « les verts sont à même de résoudre non seulement les problèmes écologiques mais peuvent aider à trouver une solution aux différents conflits. [...] Le pays cours à une catastrophe non pas écologique mais démographique. Dans aucun pays développé la longévité diminue. En Russie, la durée de vie moyenne d'un homme est de 58 ans contre 74 aux États-Unis. Nous sommes convaincus que les conditions écologiques défavorables jouent un rôle déterminant dans ce processus qui à terme risque de freiner fortement le développement économique du pays. Russie verte veut que la Russie soit réellement verte. »

Reste à savoir comment la population recevra le message.

NATHALIE OUVAROFF

LA FACE CACHÉE DE LA GUERRE DU VIETNAM

Les victimes de l'Agent orange

Quelque trente ans après la fin de la guerre du Vietnam, des millions de Vietnamiens souffrent toujours des conséquences désastreuses de l'Agent orange. Après avoir été rejetée par la Cour fédérale de Brooklyn le 10 mars dernier, la requête déposée devant la justice américaine contre 36 compagnies ayant manufacturé cet herbicide – parmi elles, Monsanto, Dow, Diamond Shamrock Corporation –, exigeant une indemnisation pour les victimes vietnamiennes, ira en appel le 30 septembre.

Vietnam — L'Agent orange est le nom donné à un puissant herbicide contenant un taux élevé de dioxine, l'une des substances les plus toxiques connues jusqu'à ce jour. Entre 1961 et 1971, environ 80 millions de litres de défoliant ont été déversés au Vietnam, dont plus de la moitié serait l'Agent orange, nommé ainsi en raison de la bande de couleur peinte sur les barils lors de son transport.

L'Agent orange aurait affecté environ 3 millions de Vietnamiens. Certes, il y a l'exposition directe, causant différents types de cancers, de maladies du système respiratoire et du cœur. Mais cette substance infiltre l'eau et le sol, pénétrant ainsi la chaîne alimentaire et s'accumulant dans l'organisme humain ; on a retrouvé de la dioxine jusque dans le lait maternel. Les impacts

sont multiples : cancers, mortalité prénatale, malformations congénitales, problèmes en santé mentale et les besoins, criants. Le D^r Nhan, ancien ministre de la santé au Vietnam et vice-président de la Vietnam Association for Victims of Agent Orange (VAVA), l'organisme signataire de la requête, explique : « Les victimes ont besoin de tout ! Ces gens sont parmi les plus pauvres du Vietnam. Après l'intoxication, la maladie ou les déformations congénitales, les gens ne peuvent pas travailler, ni étudier pour supporter leur famille. Tout le fardeau repose donc sur la femme. Lorsqu'elle n'est pas elle-même affectée. »

La poursuite américaine

En 1984, les vétérans américains de la guerre du Vietnam ont entrepris une poursuite judiciaire contre les compagnies ayant manufacturé cet herbi-

cide. Faisant valoir les conséquences néfastes sur la santé de l'exposition à l'Agent orange, appuyés par des recherches démontrant une corrélation entre l'exposition à la dioxine et le développement de plusieurs types de cancers, ils ont reçu une compensation de 180 millions de dollars américains.

Dans son rapport de 233 pages justifiant le rejet de la requête, le juge Jack B. Weinstein – qui avait auparavant siégé aux audiences des vétérans américains – ne nie pas l'utilisation de l'Agent orange contre les populations vietnamiennes. En sous-estimant la présence de dioxine dans le produit, il stipule que cet herbicide ne peut être considéré comme une arme chimique, et ce faisant, son utilisation ne viole donc pas les lois internationales. Faut de preuves, donc, la demande est irrecevable. D^r Nhan s'indigne et s'interroge : « Pourquoi y a-t-il des victimes de l'Agent orange parmi les Américains et pas parmi nous ? Quelle est cette sorte de justice qui reconnaît des victimes américaines de l'Agent orange, mais ne reconnaît pas les nôtres ? »

Pour Andrew Wells-Dang, du Fund for Reconciliation and Development (FRD), une ONG américaine basée à

Hanoi, travaillant au rapprochement entre les États-Unis et le Vietnam, le problème comporte une importante dimension politique : « Tout le monde peut reconnaître et voir les répercussions directes des bombes. Mais en ce qui concerne l'Agent orange, il y a beaucoup de zones grises. Certaines personnes prétendent qu'il est responsable de tous les maux, alors qu'il est difficile d'identifier les victimes spécifiques de la dioxine. » Son plus grand souhait est que les États-Unis reconnaissent cependant leur part de responsabilité et contribuent, par l'intermédiaire de l'aide humanitaire, à réparer les dommages qui subsistent encore. « Les États-Unis doivent accepter de reconnaître qu'il y a des victimes de l'Agent orange au Vietnam et doivent fournir une assistance pour la recherche, la décontamination environnementale des sites et le développement de programmes d'aide aux victimes. »

Ce soutien officiel des États-Unis tarde toujours. Pour D^r Nhan la déception est grande. « Après la levée de l'embargo américain, le Vietnam s'attendait à un appui des États-Unis via des programmes d'aide humanitaire. Cette aide a été très mince, alors que le Vietnam a accepté de collaborer très

tôt avec les Américains dans le cadre de leur campagne Missing in Action (MIA), visant à retrouver les corps des disparus en terre vietnamienne. »

Malgré ce sentiment d'injustice qui subsiste, D^r Nhan souligne un élément central : « L'Union des vétérans [une organisation associative chapeauté par l'État] s'était jusqu'à présent occupée des plaintes des victimes. Désormais, une diversité de voix se font entendre au sein de la société vietnamienne, provenant de différentes organisations et de citoyens qui se mobilisent et demandent à leur gouvernement de les aider ». Cette mobilisation trouve un écho important à l'étranger : 500 000 personnes à travers le monde ont signé une pétition appuyant la démarche de VAVA, et selon un sondage, 50 % des Américains seraient favorables à l'octroi d'une compensation aux victimes vietnamiennes. Une délégation d'avocats américains étaient en visite à Hanoi à la mi-septembre afin de préparer le dépôt de la cause en cour d'appel, ce 30 septembre. Reste à voir si le rapprochement aura un prolongement via l'aide américaine...

ALEXANDRA GILBERT

Katrina ou le phénomène des justiciers à outrance aux USA

Les hommes de Blackwater, aux États-Unis, sont arrivés à la Nouvelle-Orléans juste après Katrina. L'entreprise, reconnue pour son travail de sécurité privée auprès des principaux diplomates américains en Irak a battu le gouvernement fédéral et la plupart des organismes d'aide. Environ 150 hommes de Blackwater armés jusqu'aux dents et vêtus de tenues de combat complètes se sont mêlés au chaos en Nouvelle-Orléans. Officiellement, l'entreprise a prétendu que ses forces s'étaient « jointes à l'effort d'aide en lien avec l'ouragan ». Pourtant, sur le terrain, ses hommes racontaient une toute autre histoire.

Nouvelle-Orléans – Certains ont patrouillé les rues en VUS avec vitres teintées arborant à l'arrière le logo de Blackwater ; d'autres ont sillonné le quartier français dans des véhicules banalisés sans plaque d'immatriculation. Ils se sont rassemblés au coin des rues St-James et Bourbon, devant un bar appelé le 711, là où Blackwater s'était improvisé un quartier général. D'un balcon situé au-dessus du bar, plusieurs employés de Blackwater ont vidé ce qui semblait être l'appartement d'une personne. Du balcon, ils ont lancé des matelas, des vêtements, des chaussures et autres objets ménagers à la rue. Ils ont ensuite drapé le garde-corps du balcon d'un drapeau américain. Plus d'une douzaine de troupes de la 82^e division aéroportée se tenaient en formation dans la rue à observer ce qui se passait.

Justiciers
Des hommes armés entraient et sortaient de l'édifice alors que certains racontaient leurs expériences passées en Irak. « J'ai travaillé au sein de l'équipe de sécurité de Bremer et de Negroponte », a affirmé un des hommes de Blackwater, faisant référence à l'ancien chef de l'occupation américaine, Paul Bremer, et à l'ancien ambassadeur américain en Irak, John Negroponte. Un autre s'est plaint, en discutant sur son téléphone cellulaire, qu'il n'obtenait que 350 dollars US par jour, plus une allocation quotidienne : « Lorsqu'on m'a parlé de la Nouvelle-Orléans, j'ai demandé "C'est dans quel pays ?" » Il portait son identification d'entreprise autour du cou dans un étui sur lequel était imprimé « Operation Iraqi Freedom ».

Au cours d'une conversation d'une heure, quatre employés de Blackwater ont affirmé que leur travail en Nouvelle-Orléans consistait à « assurer la sécurité des quartiers » et à



PHOTO HEYING TRAVIS

« confronter les criminels ». Ils portaient tous des armes automatiques et avaient des pistolets attachés aux jambes. Leurs gilets pare-balles étaient tous couverts de pochettes contenant des munitions supplémentaires.

Lorsque questionné à savoir de qui ils relevaient, un des employés a affirmé : « Nous sommes sous contrat avec le Département de la sécurité intérieure. » Il a également affirmé : « Nous avons le droit de procéder à des arrestations et d'utiliser une force mortelle, si nous le jugeons nécessaire. » L'homme a ensuite montré l'insigne du respect de la loi de la Louisiane qu'il portait autour du cou. Porte-parole de Blackwater, Anne Duke, a aussi déclaré que l'entreprise détenait une lettre des représentants de la Louisiane, autorisant ses hommes à porter des armes chargées.

« Ce phénomène du justicier met en évidence l'effondrement absolu du gouvernement », affirme Michael Ratner, président du Center for Constitutional Rights. « Ces forces de sécurité privées se sont comportées de façon brutale en Irak, et ce, en toute impunité. Il est résolument effrayant et peut-être même illégal de les voir aujourd'hui dans les rues de la Nouvelle-Orléans. »

Blackwater n'est pas seule. Alors que les dirigeants d'entreprises et les représentants du gouvernement discutent ouvertement du changement de

démographie de ce qui a été une des villes les plus vivantes culturellement en Amérique, des mercenaires de compagnies telles DynCorp, Intercon, American Security Group, Blackhawk, Wackenhut et d'une entreprise israélienne appelée Instinctive Shooting International (ISI) se disséminent pour protéger des entreprises et des maisons, ainsi que des institutions et projets gouvernementaux. Dans les deux semaines qui ont suivi l'ouragan, le nombre d'entreprises de sécurité privées enregistrées en Louisiane est passé de 185 à 235. Certaines – comme Blackwater – sont sous contrat fédéral. D'autres ont été embauchées par des membres de l'élite fortunée, comme F. Patrick Quinn III, qui utilise des services de sécurité privés pour protéger son domaine d'une valeur de 3 millions de dollars US et ses hôtels de luxe que le gouvernement fédéral entend utiliser, en vertu d'un contrat très lucratif, pour loger les travailleurs de la Federal Emergency Management Agency (FEMA).

Blackwater est sous contrat fédéral pour fournir 164 gardes armés aux projets de reconstruction de la FEMA en Louisiane. Ce contrat a été annoncé quelques jours après que le porte-parole du Département de la sécurité intérieure, Russ Knocke, ait affirmé au *Washington Post* qu'il ne connaissait aucun plan fédéral visant l'embauche

de Blackwater ou de toute autre firme de sécurité privée. « Nous croyons détenir le bon mélange de personnel d'application de la loi pour que le gouvernement fédéral puisse satisfaire aux exigences de la sécurité publique », a-t-il affirmé. Avant l'annonce du contrat, les hommes de Blackwater m'ont affirmé qu'ils étaient déjà sous contrat avec le Département de la sécurité intérieure et qu'ils dormaient dans des camps mis sur pied par l'organisme fédéral.

Quelques dons

Le succès de Blackwater pour l'obtention de contrats fédéraux pourrait bien s'expliquer par des contributions importantes et des liens familiaux avec le GOP (Republican National Committee). Selon les registres électoraux, le président directeur général et cofondateur de Blackwater, le milliardaire Erik Prince, a donné des dizaines de milliers de dollars aux républicains, y compris plus de 80 000 dollars US au Comité national républicain au cours du mois précédant la victoire de Bush en 2000. En juin dernier, il a donné 2 100 dollars US pour la campagne de réélection du sénateur Rick Santorum. Il a également fait des dons au leader de la majorité de la Maison, Tom DeLay et à quelques autres candidats républicains, y compris Bush et Cheney en 2004. Alors qu'il était jeune homme, M. Prince a fait un stage avec le président George H. W. Bush.

M. Prince, un chrétien loyal de droite, est issu d'une puissante famille républicaine du Michigan. D'ailleurs, son père Edgar était un ami proche de l'ancien candidat présidentiel républicain et leader du mouvement pro-vie, Gary Bauer. En 1988, le père Prince a aidé Bauer à lancer le Family Research Council. La sœur d'Erik Prince, Betsy, a déjà été présidente du Parti républicain du Michigan et est mariée à Rick DeVos dont le père, le milliardaire Richard DeVos, est le cofondateur d'Amway, importante entreprise bienfaitrice des républicains. Un autre fondateur de Blackwater, son président Gary Jackson, est également un important donateur des campagnes républicaines.

Après la mise à mort de quatre mercenaires de Blackwater à Faluja, en Irak en mars 2004, Erik Prince a embauché le Alexander Strategy Group. À la mi-novembre, l'entreprise signalait une croissance de 60 %. En février 2005, l'entreprise a embauché, à titre de vice-président, l'ambassadeur Cofer Black, ancien coordonnateur de la lutte contre le terrorisme du Département d'État et ancien directeur du centre de contre-terrorisme de la CIA. Alors que l'ouragan frappait, l'entreprise parente de Blackwater, le Prince Group, nommait Joseph Schmitz, qui venait de démissionner de son poste d'inspecteur général du Pentagone, à titre de directeur de l'exploitation et d'avocat général du groupe.

Tout en soignant les connexions politiques de l'entreprise, Prince a défendu une plus grande utilisation de la sécurité privée dans les opérations d'envergure internationale, affirmant, plus tôt cette année, lors d'un symposium de la National Defense Industrial Association, que des firmes comme la sienne étaient plus efficaces que l'armée. En mai, M. Jackson de Blackwater a témoigné devant le Congrès dans le but d'obtenir de lucratifs contrats auprès du Département de la sécurité intérieure visant à former 2 000 nouveaux agents de patrouille frontalière, affirmant que Blackwater comprenait « la valeur que le gouvernement accorde à un guichet unique ». Alors que le président Bush qui se sert du désastre de Katrina pour tenter d'abroger le Posse Comitatus Act (qui interdit à l'armée américaine de procéder à des arrestations relevant de la police sur le territoire américain), Blackwater ainsi que d'autres entreprises de sécurité privées initient clairement une poussée pour installer leurs paramilitaires sur le territoire américain. Comme l'a affirmé l'un des mercenaires de Blackwater, « Il s'agit d'une tendance. Vous allez bientôt voir bien plus d'hommes comme nous dans des situations comme celle-ci. »

JEREMY SCAHILL

Cet article a d'abord été publié, dans sa version longue, dans le magazine *The Nation*.

Le « laboratoire » vénézuélien

Le Venezuela, qui a longtemps été une « démocratie » plus ou moins tranquille, se retrouve aujourd'hui au cœur de la tempête. D'un côté, une « révolution bolivarienne » impétueuse, qui vit des moments aussi intenses que son chef et porte-parole principal, Hugo Chavez. De l'autre, l'élite traditionnelle, forte de l'appui indéfectible de Georges W. Bush, voulant relancer l'atmosphère de guerre civile qui régnait l'an passé.

En 1999, les Vénézuéliens adoptaient par une forte majorité une nouvelle Constitution proposée par Hugo Chavez, se voulant le principal moyen de démocratiser un pays, depuis toujours l'apanage d'une petite élite. Selon la sociologue Margarita Lopez Maya, qui enseigne à l'Université de Caracas, cela a constitué une avancée considérable. « La nouvelle Constitution consacre le droit à la participation des citoyens de manière directe, semi-directe et indirecte, non seulement dans l'exercice du suffrage mais aussi dans les processus de formation, d'exécution et de contrôle de la gestion publique. Il ne s'agit pas d'une démission de l'État et des décideurs politiques, mais d'une réorganisation du pouvoir. » Selon elle, l'État doit être un accompagnateur et créer les conditions qui permettent la prise de pouvoir par les citoyens.

Aussi, la Constitution reconnaît de façon très marquée les droits des autochtones, une communauté traditionnellement laissée pour compte. D'une part, la Constitution affirme « l'existence des peuples et communautés indigènes, leur organisation sociale, politique et économique, leur culture, us et coutumes, langues et religions comme leur habitat et leurs droits coutumiers, les terres ancestrales que traditionnellement ils occupent pour garantir leur

mode de vie » (Article 119). D'autre part, elle s'engage à ce que « l'exploitation des ressources naturelles sur le territoire des habitants indigènes par l'État se fasse sans léser leur intégrité culturelle, sociale et économique » (Article 120).

Initiatives citoyennes

Cinq ans plus tard, le pays fourmille d'initiatives citoyennes, tels les comités techniques de l'eau (qui cogèrent l'accès à l'eau potable dans les bidonvilles) et une floraison de petites et moyennes coopératives. Dans le domaine de l'éducation, les progrès sont palpables, d'autant plus que le gouvernement fournit les repas à un million d'enfants pauvres, et le budget de l'État dédié à l'éducation a augmenté de 20 %. Pour la majorité de la population, c'est une révolution, dans un pays où l'essentiel des énormes revenus tirés de la vente du pétrole allaient traditionnellement nourrir les comptes de banques des privilégiés, le plus souvent à Miami ! Par contre, plusieurs s'interrogent sur la profondeur des transformations en cours. Toujours selon la sociologue Lopez Maya, « des inquiétudes persistent quant à la solidité du statut juridique de ces différents programmes, et à la

garantie de leur financement à moyen terme ; si un jour, les années de prospérité pétrolière devaient faire partie du passé... ». Edgardo Lander, l'un des organisateurs du prochain Forum social mondial de Caracas, estime pour sa part qu'il est trop tôt pour juger le processus en cours. « La politique économique du gouvernement demeure encore dans un cadre traditionnel. En dehors de l'exception de la politique pétrolière, il n'y a eu aucune proposition complète de modèle de développement à la hauteur du radicalisme du discours politique. » Mais malgré l'ouverture du président Chavez en direction des investisseurs privés nationaux et étrangers, ceux-ci continuent de boudier le Venezuela bolivarien. À la suite de la chute des investissements, le PIB a décliné jusqu'en 2004, au moment où le prix du pétrole a commencé à se redresser.

L'or noir réapproprié pour le développement social

Certes, aujourd'hui, avec le prix du pétrole à près de 70 dollars le baril, le Venezuela, quatrième exportateur mondial, engrange des revenus considérables qu'il redistribue dans une

Pour la majorité de la population, c'est une révolution, dans un pays où l'essentiel des énormes revenus tirés de la vente du pétrole allaient traditionnellement nourrir les comptes de banques des privilégiés, le plus souvent à Miami !

large mesure dans le domaine social. « C'est très bon, affirme Margarita Lopez Maya, mais c'est de la redistribution, et non de la transformation. » Pour Edgardo Lander cependant, le recadrage de la politique économique est en train de se faire. « Par exemple, la récente Loi sur la terre et le développement agraire établit pour objectif l'élimination de la grande propriété qui est contraire à l'intérêt social dans la campagne. » Une réforme agraire en profondeur reste cependant un projet lointain.

Quant au pétrole, tout le monde crédite le gouvernement Chavez pour avoir repris les choses en main. Sous l'égide des gouvernements de droite précédents, l'entreprise publique Petroleos du Venezuela fonctionnait comme un État dans l'État, en fonction de ses intérêts corporatifs. Chavez a réussi à briser la grève, orchestrée par le milieu des affaires en décembre 2001, visant à paralyser l'industrie pétrolière et à renverser le président Chavez. Le coup d'État a effectivement été déclenché le 11 avril 2002, mais vaincu par la mobilisation populaire et la résistance de la majorité de l'armée.

« Aujourd'hui, affirme Edgardo Lander, la menace militaire s'est désarticulée et le président contrôle totalement l'armée ». Lors des élections législatives de 2004, le parti du président a été largement vainqueur. Un jugement confirmé encore en août 2005, par les élections municipales qui ont marqué la défaite de la droite, et compris dans ses bastions traditionnels comme Caracas.

Un grand débat national

Le Venezuela tout entier s'interroge sur l'avenir du projet bolivarien tout en se demandant quand et comment l'administration Bush, qui ne se gêne pas pour le dire, va intervenir pour le faire dérailler. Au-delà des menaces extérieures très graves qui pèsent sur le pays, plusieurs questions sont soulevées par des observateurs sympathiques à la révolution mais qui demeurent critiques.

De fortes traditions autoritaires entachées de corruption morale et matérielle ont pénétré le pays de bord. Edgardo Lander estime que « bien que le thème ait été dans le discours de Chavez au moment des élections, le combat contre la corruption est passé au second plan dans les priorités gouvernementales et il n'y a pas eu de normes ni d'actions systématiques destinées à l'éradiquer. La légitimité du gouvernement dépend dans une bonne mesure de la formulation de politiques publiques destinées à la réduction de la corruption. » Pour Margarita Lopez Maya, la clé réside dans le développement d'un mouvement populaire autonome capable d'exercer une surveillance sur le pouvoir politique et de se démarquer du gouvernement s'il le faut. La sociologie espère que le prochain Forum social mondial¹, qui aura lieu dans la capitale vénézuélienne en janvier 2006, ouvrira plus largement des espaces de dialogue avec les mouvements sociaux du monde entier.

EVE GAUTHIER

¹ Le FSM, qui s'est réuni cinq fois au Brésil et en Inde, a décidé d'organiser en 2006 trois rencontres mondiales simultanées à Caracas, Karachi (Pakistan) et Bamako (Mali).

Billet

Minuit moins cinq à Gaza



Pierre Beaudet

Gaza — Dans les rues décrépies de la ville, les affiches à la gloire des martyrs abondent. « Nous avons bouté les agresseurs de Gaza, et demain nous ferons de même à Jérusalem ! » s'exclame un fedayin sur une grande surface multicolore et resplendissante. Rencontrés ici et là cependant, les Gazaëns n'ont pas vraiment l'âme à la fête. « Il est vrai, affirme le docteur Iyad Sarraj, que le départ des 8 000 colons militarisés est un événement qui peut rouvrir la porte au processus de paix. » Mais même les optimistes, comme le docteur Sarraj, ont le triomphe modeste. Selon plusieurs, le retrait israélien n'a pour le moment qu'« élargi la cage » qu'est devenue Gaza depuis quelques années. L'encerclement, de cette étroite bande de terre le long de la Méditerranée, est pour le moment total. Ce qui fait de ce territoire une sorte de grande prison à ciel ouvert.

Sous la main de fer d'Ariel Sharon, les Palestiniens ont payé la note. Déjà pauvre et démunie, la population a été clochardisée et rejetée dans la misère. Plus de 50 % des gens sont sans emploi depuis que les passages vers Israël ont été fermés. Un surplus que l'économie locale est incapable d'absorber. Gaza ayant toujours constitué depuis 1967 le réservoir de main-d'œuvre à bon marché de Tel-Aviv. Dans plusieurs camps de réfugiés, la malnutrition et l'absence de services de base créent une situation qui se compare à celle des régions les plus pauvres de l'Égypte et du Soudan.

En fermant Gaza au monde, Ariel Sharon avait invoqué la nécessité de préserver Israël de la menace terroriste. Plus tard, comme en septembre 2004, les incursions israéliennes ont littéralement pulvérisé le peu d'infrastructures qui restait à Gaza, les « punitions collectives » qui ont jeté à la rue des milliers de résidents. Cependant, loin de détruire l'infrastructure de la résistance, ces actions ont fait basculer, davantage encore, la population dans le camp de Hamas. Les attaques contre les colons et les soldats se sont multipliées. Certes, les attentats terroristes contre les civils israéliens ont diminué. Mais selon les analystes, c'est moins à cause de l'encerclement qu'en raison d'une réorientation tactique de la résistance armée. Cercle vicieux sans fin, la répression et l'enfermement des Palestiniens nourrissent un conflit qui risque de s'éterniser, au-delà du retrait de Gaza.

Aujourd'hui, des optimistes espèrent que l'évolution récente permettra d'avancer et que cela ne sera pas une simple manœuvre israélienne pour gagner du temps. Mais pour qu'il y ait une réelle ouverture, il faut que le gouvernement israélien aille plus loin, notamment en ouvrant les portes de Gaza et en permettant le retour des travailleurs palestiniens. Détendre la situation impliquerait aussi des mesures audacieuses en Cisjordanie, où les Palestiniens sont encore plus nombreux. Mais la Cisjordanie est de plus en plus enfermée par le Mur et une série de fortifications militaires. Se déplacer de Jérusalem Est vers Ramallah (15 kilomètres) est d'une quasi-impossibilité pour la majorité des gens.

Or à peine deux semaines après le retrait israélien de Gaza, les affrontements ont repris. Les assassinats de militants par l'armée israélienne ont motivé Hamas à lancer ces roquettes artisanales, qui ont été suivies d'attaques de grande envergure contre les civils. Le cercle vicieux réapparaît. Tout le monde le sait à commencer par les commandants militaires israéliens, des milliers de jeunes Palestiniens n'ont d'autre rêve que de devenir des « shahid » (martyrs), à l'image des guérilléros sur les affiches de Gaza. Des rêves qui se transforment en cauchemar, puisque les attentats ne font qu'envenimer une confrontation déjà bien trop violente.

Entre-temps, des élections sont prévues du côté palestinien d'ici quelques mois. Lors du dernier scrutin au printemps, une grande partie des suffrages avait été captée par Hamas, en partie comme un vote de protestation contre l'Autorité palestinienne perçue comme inefficace et corrompue, en partie parce que Hamas se présente comme le seul rempart contre la violence de l'occupant. Le nouveau président palestinien Mahmoud Abbas sait qu'il doit battre Hamas politiquement, et non, comme le voudraient Tel-Aviv et Washington, en engageant une guerre à finir contre le mouvement intégriste. Même les pires ennemis de Hamas comme la gauche démocratique affirment qu'une telle confrontation inter-palestinienne ne mènerait qu'à la dictature et à une plus grande soumission encore à l'occupant.

La balle est donc dans le camp israélien-américain. Il reste encore une petite chance pour redémarrer le processus de paix. Les conditions sont archi-connues et archi-banales : reconnaître le droit des Palestiniens à un État souverain sur les territoires occupés en 1967, retirer les forces d'occupation et les colonies des territoires, élaborer avec les Palestiniens une série d'accords permettant la libre circulation des biens et des personnes de façon à éradiquer la misère du côté palestinien. En échange de quoi, il est marqué dans le ciel que la violence va cesser.



RÉGIONS AFFECTÉES PAR LE RÉCHAUFFEMENT GLOBAL

RÉGIONS NON AFFECTÉES PAR LE RÉCHAUFFEMENT GLOBAL

BORIS 2005

GEORGE W. BUSH

4^e SOMMET DES AMÉRIQUES DE MAR DEL PLATA EN ARGENTINE

L'occasion pour le mouvement altermondialiste de repenser son action

C'est à Mar del Plata, en Argentine, qu'aura lieu, les 4 et 5 novembre prochains, le 4^e Sommet des Amériques. Cet événement, qui réunit les chefs d'États et de gouvernements des pays des Amériques — à l'exception de Cuba —, devait initialement confirmer la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Mais quatre ans après le 3^e Sommet des Amériques tenu à Québec en 2001, voilà qu'il sera plutôt question de démocratie et d'emploi. Cette mise au rancart de la ZLEA oblige le mouvement altermondialiste à réfléchir sur le sens à donner à son action.

Rappelons qu'en 2001 à Québec, au cours du Sommet des peuples des Amériques, qui s'est tenu en parallèle au Sommet des Amériques, les organisations populaires et syndicales, regroupées à l'intérieur de l'Alliance sociale continentale, avaient profité de l'extraordinaire mobilisation de la population pour revendiquer une zone de libre-échange différente, respectueuse des droits sociaux et des droits humains. Loin de s'opposer à la globalisation, la majorité des organisations de la société civile réclamaient plutôt une autre mondialisation, fondée sur une répartition équitable de la richesse et, bien entendu, en rupture avec le modèle de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Mais depuis Québec, la donne politique a changé. Du consensus presque unanime sur la création d'une zone de libre-échange — à l'époque, seul le Venezuela avait des réserves — à la tenue d'un sommet qui portera sur la démocratie et l'emploi, il apparaît évident que les choses n'ont pas tourné comme l'aurait souhaité le gouvernement américain. Il est clair que les changements significatifs opérés dans le paysage politique latino-américain y sont pour quelque chose. L'élection successive de gouvernements progressistes, particulièrement au Brésil et en Argentine, et le développement récent d'un axe de collaboration entre Cuba et le Venezuela (ALBA) ont considérablement modifié la nature des relations avec l'Amérique du Nord.

De son côté, Washington bataille ferme afin de se repositionner au centre d'un empire économiquement mondialisé. L'adoption par le Congrès américain (217 voix contre 215) d'un Accord de libre-échange (Central America Free Trade Agreement)¹ avec six pays d'Amérique centrale et la relance des discussions en vue de négocier un ALENA « plus » démontrent que, malgré les reculs observés en matière de négociations multilatérales, la Maison-Blanche force le jeu et tente d'imposer sa propre logique du libre-échange.

Le Canada, lui, est partagé entre ses différends commerciaux avec les États-Unis — particulièrement dans le dossier du bois d'œuvre — et sa volonté d'établir des accords avec d'autres pays. De plus, le gouvernement de Paul

Martin, sous la pression du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE), semble vouloir aller de l'avant avec le dossier de l'intégration en profondeur. Nous savons que le Mexique, le Canada et les États-Unis ont convenu, le printemps dernier, d'un calendrier de travail afin de débattre de questions comme la sécurité, l'immigration et même de la monnaie commune.

Participer au Sommet des peuples

Comme le veut maintenant la tradition, cette rencontre des 34 chefs d'États et de gouvernements des Amériques permettra aux organisations altermondialistes de souligner à leur façon l'événement par la tenue parallèle, encore une fois, d'un Sommet des peuples. Des milliers de manifestants convergeront sous les chapiteaux de la contestation et de la mobilisation. Rendez-vous incontournable, ce sera le temps de débattre et de réactualiser nos alternatives afin de mieux répondre aux défis qui se posent à nous.

Une délégation québécoise participera à l'événement, question de faire le pont entre le Sommet de 2001 et celui de Mar del Plata. Les débats sur l'emploi et la démocratie, qui s'inscrivent en ligne droite avec la mondialisation, représentent une opportunité pour faire valoir nos positions. Non seulement, faut-il saisir cette occasion pour rappeler que la souveraineté nationale des États est constamment menacée, mais que la nouvelle division internationale du travail affecte de façon significative des millions de travailleurs et de travailleuses. Une des caractéristiques du néolibéralisme est bien d'exercer une pression à la baisse sur les conditions générales de vie et de travail des populations. Des questions comme le développement de l'économie informelle ou encore la reconnaissance syndicale sont des enjeux qui nécessitent un renforcement de notre mouvement.

Enfin, souhaitons que ce Sommet des peuples permette une meilleure articulation entre les réseaux militants. Car les grands forums internationaux altermondialistes, aux allures parfois débridées, donnent souvent l'impression d'aller dans plusieurs directions à la fois. Notre délégation aura le mandat de tisser davantage de liens avec les autres réseaux, particulièrement nord-américains, afin de jeter les bases d'une véritable alliance populaire et syndicale.

JACQUES LÉTOURNEAU

L'auteur est responsable des relations internationales à la CSN.

Les six pays d'Amérique centrale sont le Nicaragua, le Salvador, le Honduras, le Costa Rica, le Guatemala et la République Dominicaine. Cet accord prévoit la levée progressive de toutes les barrières douanières au cours de la prochaine décennie. Calqué sur l'ALENA, le processus d'intégration accordé aux entreprises onusiennes d'énormes privilèges tout en donnant accès à un marché de 44 millions de consommateurs.

Soirée de réflexion d'Alternatives à Québec

Les membres d'Alternatives (et ceux et celles qui veulent le devenir) sont invités à participer à une soirée de réflexion sur la place d'Alternatives au Québec et dans le monde, en vue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en novembre à Montréal.

Mardi 11 octobre

Accueil à partir de 19 h au bureau d'Alternatives à Québec situé au 266, rue St-Vallier Ouest.

INFORMATION ET INSCRIPTION : (418) 521-4000

alternatives
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 28 septembre du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : France-Isabelle Langlois — COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Daphnée Dion-Wiens, Baptiste Fois, Alexandra Gilbert, Aude Maltas, Fred A. Reed, Tania Vachon — RECHERCHE : Miriam Fahmy — CHRONIQUES : Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Murray Dobbin, Francis Dupuis-Déri, Aniane Ermond, David Homel, Naomi Klein, Stanley Péan, Judy Rebick et Michel Warschawski — RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan — INFOGRAPHIE : Bingite Beaudet — CARICATURE : Boris

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet — RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois

MONTRÉAL — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1

Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2

Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc, Bureau 300,
Montréal (Québec) H2X 2J1

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus :

www.alternatives.ca

Qui cueillent vos fraises?

Non loin de Montréal, à 30 minutes à peine vers le nord, près de Sainte-Anne-des-Plaines, une centaine de travailleuses agricoles étrangères viennent chaque année faire la cueillette des fraises. Ces femmes constituent une main-d'œuvre servile, assidue et à moindre coût. Elles sont surtout mexicaines, mais l'on retrouve maintenant de plus en plus de Guatémaltèques parmi elles. Celles-ci seraient soi-disant moins « rebelles » que leurs collègues.



Les travailleuses saisonnières, qui triment dans les champs du Québec pendant la saison chaude, résident le temps de leur séjour à même leur lieu de travail, sur la ferme. Elles peuvent ainsi être constamment « surveillées ». Les contremaîtres ne sont jamais loin et ce sont eux qui les accompagnent dans leurs déplacements. Que ce soit au champ, au supermarché ou à la banque. Les entrées et sorties sont suivies de près et les moments de liberté plutôt rares. Comme de nombreux autres travailleurs agricoles, ces dernières se voient souvent confisquer leurs passeports et leurs autres pièces d'identité. Il y a donc peu de chance de les croiser ou de leur parler. Obtenir un témoignage « libre » de leur part est souvent impossible. C'est que le plus

souvent, elles ne peuvent recevoir de visites.

En septembre, une équipe de la télévision de Radio-Canada s'est rendue sur l'une de ces fermes, aversant au préalable les employeurs de leur arrivée. Ils ont interviewé ces derniers, mais n'ont pu soutenir quoi que ce soit des travailleuses. Avaient-elles été avisées de se taire? Apparemment, les journalistes n'y ont rien trouvé à redire.

Cela dit, une fois de retour au Guatemala ou au Mexique, il n'est pas rare

de les entendre parler de « conditions d'esclavage moderne », de pressions constantes, de maladies non traitées, de peur, de stress et de déductions injustes sur leurs chèques de paie.

Enquêtes inachevées...

La confiscation de papiers d'identité, l'enfermement et la contrainte psychologique sont des caractéristiques propres au travail forcé, selon un récent rapport du Bureau international du travail. Mais aucune autorité canadienne n'a encore déposé de rapport d'enquête sur la situation de ces fem-

mes ou des autres travailleurs agricoles migrants qui viennent au pays chaque année. Soit plus de 20 000.

En France, où le phénomène existe aussi, deux inspecteurs français ont été tués lors d'une enquête menée dans une ferme de Dordogne en septembre 2004. Le gouvernement français ne s'en est pas autrement ému. Une enquête sur la situation des travailleurs agricoles saisonniers étrangers, mise sur pied il y a quatre ans, avait constaté des faits si accablants pour la profession agricole qu'elle a fini par être censurée par le gouvernement. Il est possible de présumer que des constats semblables se feraient si l'on enquêtait sur la situation des travailleurs saisonniers migrants au Québec et au Canada.

Situation légale au Canada

Au Canada, la situation légale des ouvriers agricoles étrangers, qui arrivent ici avec des permis de travail temporaires, est loin d'être évidente. Le contrat de travail implique que l'employeur a de nombreuses obligations, qui dépassent de loin celle d'un employeur traditionnel. Ces derniers doivent, par exemple, loger les travailleurs, assurer leur accompagnement chez un médecin et le transport hebdomadaire pour effectuer des achats. Ce qui leur donne une certaine emprise sur tous les mouvements de leurs employés, dont quelques-uns peuvent être tentés d'abuser. Les migrants signent habituellement leur contrat juste avant d'embarquer dans l'avion. La plupart du temps, ils n'en connaissent pas le contenu.

Souvent mal informés sur les conditions de travail prévalant dans les fermes canadiennes, de nombreux travailleurs retournent prématurément chez eux. Épuisés, déprimés ou malades. Ils sont alors en situation de rupture de contrat et doivent par conséquent payer de 650 à 1200 dollars en

La confiscation de papiers d'identité, l'enfermement et la contrainte psychologique sont des caractéristiques propres au travail forcé, selon un récent rapport du Bureau international du travail. Mais aucune autorité canadienne n'a encore déposé de rapport d'enquête sur la situation de ces 20 000 femmes et autres travailleurs agricoles migrants qui viennent au pays chaque année.

frais supplémentaires. C'est toujours le patron qui congédie et force au rapatriement. Les motifs invoqués par ceux-ci peuvent aller de « abus d'alcool » à « leader », en passant par « trop lent ». Toutes les raisons sont bonnes... Et à toute fin pratique il n'existe à peu près aucun recours légal pour les employés en cas de départ forcé.

Dans la plupart des fermes québécoises, les travailleurs n'osent généralement pas s'opposer aux patrons. Toute contestation, aussi légitime soit-elle, pourrait donner lieu à un renvoi, le retour au bercail et l'exclusion à tout jamais du Programme des travailleurs agricoles saisonniers. Pour ces raisons, ces travailleurs vivent ici dans l'ombre, l'isolement et la peur constante.

ROBERTO NIETO

L'auteur est coordonateur du Centre d'appui pour les travailleurs agricoles migrants

VERS LE III^e ALÉNA+ en Amérique du Nord et
SOMMET DES PEUPLES alternatives
DES AMÉRIQUES d'intégration

FORUM DES ORGANISATIONS
 Bâtir le Québec des Amériques
 7 octobre 2005
 9 h-12 h
 Émilie Duha
 Julien Gombault

DEBAT PUBLIC
 De la ZLEA à l'ALÉNA+
 30 septembre 2005
 8 h-10 h
 Chloé Duroisse
 Marc Schreiner

UQÀM Montréal 2005
www.ciso.qc.ca

Chaire Raoul-Dandurand
 en études stratégiques et diplomatiques
 Raoul-Dandurand Chair
 of Strategic and Diplomatic Studies


UQÀM Département de géographie
 Université du Québec à Montréal

COLLOQUE ORGANISÉ PAR
 L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DE GÉOPOLITIQUE

Ressources naturelles et conflits contemporains

Natural Resources and Contemporary Conflicts

29-30 SEPTEMBRE/SEPTEMBER 2005
 Pavillon Sherbrooke, UQÀM – 200, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
 INSCRIPTION/REGISTRATION: 514.987.6781 / chaire.strat@uqam.ca / www.oig.uqam.ca



La radio des découvertes de la ville de Québec

Emission Alternatives en ondes tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h.



ENGAGÉE vous dites ?

- L'EMPLOI DU TEMPS, lundi, 13 h
- ÉCONOXIDABLE, mardi, 13 h
- DÉLIRIUM ENVIRONNEMENTAL, mardi, 18 h
- LA VIE RÊVÉE DES GENS, mercredi, 13 h
- ALTERNATIVES, mercredi, 18 h
- L'EFFET VERSANT, jeudi 18 h
- FEMMES DU MONDE, vendredi, 13 h
- LA MOITIÉ GAUCHE DU MICRO, vendredi, 18 h

101,5 Radio-Montréal

L I V R E S

ROMAN
La promesse d'OsloDe Gilles Rozier
Éditions Denoël, Paris, 2005, 192 pages.

Voici un très beau roman, tout en douceur et en simplicité. Un peu de douleur aussi. Gilles Rozier, avec *La promesse d'Oslo*, nous amène à Jérusalem, dans la vie d'une mère endeuillée, Sharon. Une femme juive orthodoxe vient de perdre son fils dans un attentat suicide. Son seul fils Eli, à peine 20 ans, qui avait décidé de faire son service militaire, même si la loi lui permettait à lui et aux autres jeunes de sa communauté de s'en abstenir. Tous les autres avaient plutôt pris le chemin de la maison d'études.

« Eli n'était pas d'accord, quand tu vis dans un pays tu fais comme tout le monde, s'il y a trois ans d'armée tu fais trois ans, après tu vas étudier mais d'abord l'armée pour pouvoir regarder les gens sans baisser les yeux dans l'autobus à la poste chez l'épicier. »

Mais voilà le seul fils de Sharon meurt, non pas en service mais alors qu'il rentrait à la maison et s'était arrêté pour lui acheter des fleurs. Sharon a 42 ans et son mari l'a divorcée car elle n'arrivait plus à enfanter. Elle n'avait qu'une vie, qu'un destin, son fils, Eli. Mais Eli n'est plus.

Commence alors la vie lente, sans vie, de Sharon, qui continue chacun des gestes concrets du quotidien d'une femme religieuse. Elle continue aussi à se rendre à la maison de vieux où elle officie aux cuisines. Mais le quartier, la voisine, la maison l'étouffent. Elle déménage, fait la rencontre d'une femme qui a le même âge qu'elle, mais qui n'est pas religieuse. Celle-ci, Magda, a un enfant après insémination. Et si elle, Sharon, faisait de même ? Le livre dit « *Croissez et multipliez* ». Le rabbin, humain, lui dit que dans ce cas il ne faut pas que le père soit juif. Il faut donc aller là où il n'y a pas de juifs, comme en Norvège, à Oslo par exemple.

Gilles Rozier est né en 1963 à Grenoble. Il a déjà publié quelques romans, dont trois chez Denoël : *Par-delà les monts obscurs*, 1999 ; *Moïse fiction*, 2001 ; *Un amour sans résistance*, 2003 (traduit dans treize pays) ; ainsi qu'un récit, *Fugue à Leipzig*, 2005. Également l'auteur d'une thèse de littérature yiddish, il a les rênes de la bibliothèque Medem à Paris avec l'intention de faire sortir le yiddish de ses étagères poussiéreuses. Et en 2003, il a ouvert la Maison de la culture yiddish dans un hôtel particulier du 9^e arrondissement, question de faire connaître au plus grand nombre la culture ashkénaze.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

ROMAN
La fin du chantde Galsan Tschinag
Éditions L'Esprit des péninsules, Paris, 2005 (2001 pour l'édition originale en allemand), 182 pages.

C'est au cœur des vastes steppes mongoles que la famille de Schuumur a jeté sa yourte. Dans ce décor plus grand que nature, les déchirements de cette famille, racontés à mi-mots, sont exprimés par le biais du drame d'une jument qui vient de perdre son poulain et qui se refuse à en nourrir un autre, orphelin depuis peu. Sur ces terres où la vie des hommes est étroitement liée à celles des animaux, la survie dépend de la capacité de chacun de non seulement abandonner sa solitude, mais d'aimer.

Cette Mongolie aux accents de légendes, aux luttes entre clans et aux rites chamaniques est en mutation ; ses traditions et ses habitants migrent vers la ville et ses promesses. La jeune Dombuk, qui rêvait de devenir chamane, ne parvient pas à survivre à ces transformations : « *L'époque qui avait fait brutalement irruption ne laissait pas de place aux retardataires.* » Les horloges se substituent au soleil et à la lune, le travail en usine à celui de l'élevage.

Galsan Tschinag est né en Mongolie en 1944 dans une famille d'éleveurs nomades. Publié d'abord en allemand puisqu'il profita d'études universitaires dans ce pays, ses œuvres sont traduites depuis huit ans en français. Il habite actuellement la capitale mongole, Oulan-Bator. Galsan Tschinag, par le biais de ses œuvres, s'impose comme un ardent défenseur des coutumes et traditions de son peuple.

ALEXANDRA GILBERT

ROMAN

Harraga

de Boualem Sansal
Éditions Gallimard, Paris, 2005, 274 pages.

En 1999, l'auteur algérien Boualem Sansal nous avait offert le magnifique et troublant *Serment des barbares*. Voilà qu'il récidive avec *Harraga*, quatrième roman publié chez Gallimard. Cette fois c'est dans la peau d'une femme, celle de Laima, que se glisse le narrateur. Une femme libre, pédiatre, célibataire vivant seule à Alger et qui a fait de sa solitude son repart, sa meilleure amie, son antre de quiétude, où les rêves peuvent venir l'habiter. Une femme libre et seule de surcroît, quoi de pire dans ce monde machiste ou règne l'obscurantisme des intégristes religieux ?

Harraga est inspiré d'une histoire vraie. *Harraga* signifie « brûleurs de routes » ou « clandestins ». C'est la route que prend Sofiane, le frère de Lamina, le seul membre de sa famille qui lui reste.

Boualem Sansal manie la langue magnifiquement bien, nous menant par des chemins de traverse là où ne savions pas pouvoir nous rendre.

F.-I. L.

DOCUMENT
Géopolitique de l'Irande Mohammad-Reza Djalili
Éditions Complexe, Paris, 2005, 144 pages.

Voici un petit livre pas bête du tout, et qui peut être d'une grande utilité, par les temps qui courent, à qui veut faire quelque effort pour essayer de mieux comprendre et saisir la complexité de ce monde. Avec tableaux synthèses et cartes géographiques à l'appui. Dans l'aventure américaine en Irak, l'Iran n'est certainement pas un acteur négligeable, voisin ennemi qu'il est de l'Irak depuis si longtemps.

Seul pays chite du monde musulman, l'Iran est un paradoxe géopolitique et une énigme politique. À l'intersection des mondes arabe, turc, indien et russe, son territoire est un point de passage, un espace de contacts et de communication. Berceau d'une grande culture et d'une histoire politique, militaire et religieuse qui auront pesé de tout leur poids dans la définition et la construction du monde depuis des siècles, l'Iran n'a eu de cesse d'exercer une influence bien au-delà de ses frontières.

Spécialiste du Moyen-Orient et du monde iranien, Moahmmad-Reza Djalili, d'origine suisse, est professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), ainsi qu'à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) à Genève.

F.-I. L.

Svetlana Broz,
la voix des justes

Enfant, elle grandit auprès de son grand-père Tito. Adulte, elle est médecin à Belgrade. En 1992, lors des guerres en ex-Yougoslavie, la « juste » se révolte. Son combat change. Elle troque le stéthoscope pour l'enregistreur.

Bosnie-Herzégovine — La maison de la docteur Svetlana Broz à Sarajevo est toute simple, avec des murs de crépi couleur paille et un toit pointu de tuiles rouges. Demeure typique des Balkans, semblable aux maisons de la légendaire Syldavie des aventures de Tintin. Rien ne la distingue des habitations voisines. Svetlana Broz reçoit allongée ce jour-là, le pied posé sur un coussin. Son assistante Zeki sert le rituel café turc dans de minuscules tasses de porcelaine. En souriant, docteur Broz ironise : « *Je suis désolée, j'ai été maladroite ; je me suis cassé l'orteil.* »

La vie douillette de la petite-fille de Tito a pris un tournant décisif lorsque les guerres qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 ont éclaté. Svetlana Broz pratiquait alors la cardiologie à l'hôpital militaire de Belgrade. Révoltée par l'indifférence de tous vis-à-vis des massacres commis, elle décide d'agir. Dès qu'elle le peut, les fins de semaine ou les jours de congé, elle quitte la capitale et se rend au-delà de la frontière serbe « *soigner qui en avait besoin, sans poser de question.* » « *La Bosnie-Herzégovine avait toujours été le symbole de l'harmonie dans notre pays multiethnique et multiconfessionnel. La Yougoslavie de mon enfance s'écroulait.* »

Dans les hôpitaux de campagne, Svetlana Broz soigne les corps brisés par le génocide, la purification ethnique, les viols collectifs, les camps de concentration, les massacres et autres tortures. Elle comprend « *à quel point les âmes sont meurtries et combien chacun porte en soi une douloureuse histoire. De temps en temps, un geste fraternel ramène l'espoir.* » Car certains blessés confient au médecin les petites bontés ou les actes héroïques que d'autres ont eu à leur égard, sans tenir compte de leur origine ou de leur foi.

Svetlana Broz veut conserver ces précieux témoignages et sort sa vieille enregistreuse, vestige de son passé de journaliste. Le médecin devient chroniqueuse et passe à l'action. Elle recherche des témoins, des gens ordinaires qui pendant la guerre ont côtoyé des « justes », qu'ils soient croates, serbes ou bosniaques.



PHOTO MICHEL BERNARD

Les témoignages ainsi rassemblés sont publiés sous forme de livre en Bosnie. Traduit en anglais, en tchèque, en polonais et en allemand, le recueil paraîtra sous peu en slovène, alors que vient de paraître la version française : *Des gens de bien au temps du mal. Témoignages sur le conflit bosniaque (1992 - 1995)* (Charles Lavauzelle, 2005). « *En mars 1999, j'étais fière d'enfin lancer mon livre à Belgrade, ma ville natale, lorsque les frappes de l'Otan sur la Serbie ont commencé et nous avons dû annuler l'événement. Pas de chance !* »

En 2000, elle démissionne de son poste et quitte Belgrade. « *J'ai voulu vivre en Bosnie-Herzégovine, parmi les gens que j'avais soignés et dont j'avais recueilli les touchants témoignages.* » Elle choisit Sarajevo, sur les collines fleuries de la plus orientale des villes européennes, où pendant 500 ans ont cohabité en paix différentes communautés et où se côtoient encore aujourd'hui, malgré les drames récents, mosquées, synagogues, églises catholiques et orthodoxes.

Nombreux étaient les Yougoslaves à apprécier l'esprit de tolérance de Sarajevo. Bâtie le long de la rivière Miljacka, entre les échoppes du grand bazar turc et les résidences de l'empire austro-hongrois, la ville multiethnique se souvient de son héritage ottoman et respecte la komsiluk, la tradition de bon voisinage. Mais dans les espaces publics, les cimetières improvisés et les tombes musulmanes sont trop nombreuses et trop blanches pour faire oublier le récent siège de trois ans que la ville a connu.

Svetlana Broz, née en 1955 dans la plus célèbre famille de la région, a été élevée dans le respect du multiculturalisme. Son grand-père était le maréchal Tito — Jozip Broz. Il a dirigé le pays d'une main de fer jusqu'à sa mort en 1980, pesant de tout son poids pour éteindre les nationalismes latents dont il craignait les égarements. Peut-être aurait-il mieux

valu écouter les exigences des différents États-nations et leur laisser un peu de place pour respirer...

Sautillant sur son pied valide, Svetlana Broz insiste pour faire les honneurs de son pays d'adoption. À plusieurs kilomètres de Sarajevo, à la frontière, l'élégant pont ottoman de Mostar a été détruit par l'armée croate en 1993. Accoudée au parapet du pont récemment reconstruit à l'identique, le médecin regarde couler la Neretva vers la mer Adriatique. Mais les tensions entre les Croates catholiques d'un côté et les Bosniaques musulmans de l'autre sont toujours vives. De vieux messieurs aux yeux humides viennent remercier Svetlana Broz de s'être installée dans leur pays. Dans un soupir, ils ont un bon mot à l'intention du regretté Tito dont ils s'ennuient encore.

Rien n'est simple dans les Balkans dont le mot turc fusionne la douceur du miel (bal) aux exigences du sang (kan). Dans le salon de Svetlana Broz à Sarajevo, il n'y a pas de toiles de grands maîtres accrochés aux murs mais, entourant un portrait à la sanguine représentant Tito, des aquarelles et des encres représentant des ponts, symbole d'unité et de paisible harmonie entre voisins.

MICHÈLE BERNARD

Svetlana Broz
en quelques dates

- 1955 : Naît à Belgrade, de Zarko Broz et Zlata Jelinek ; petite-fille de Jozip Broz Tito ;
- 1981-1999 : Médecin cardiologue, hôpital militaire de Belgrade ;
- 1992 : Médecin volontaire pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine ;
- 1993 : Recueille en Bosnie-Herzégovine les témoignages des gens qui ont connu des « justes » ;
- 1999 : Publie *Dobri ljudi u vremenu zla* (*Des gens de bien au temps du mal*) ;
- 2000 : Quitte Belgrade et s'installe à Sarajevo ;
- 2001 : Est nommée présidente du Jardin des Justes de Sarajevo ;
- 2002 : Le nouveau Jardin des Justes de Milan, en Italie, lui rend hommage en plantant un arbre à son nom.

PHOTO MICHEL BERNARD



C I N É M A

Quand la vie est violence

Chaos politique, pays sous occupation, violence généralisée. Les derniers mois en Haïti ont apporté leur lot de souffrances pour les populations. Que l'on soit riche ou pauvre, l'ensemble de la société haïtienne demeure otage des luttes sanglantes en cette île de Saint-Domingue.

Quand la vie est un rêve, premier moyen-métrage documentaire du cinéaste Charles Gervais, transcrit avec brio la dure réalité haïtienne depuis le départ forcé de Jean-Bertrand Aristide, promptement « évacué » par l'armée américaine alors que la moitié du pays était en insurrection. Par le parcours de trois jeunes choisissant l'exil, mais également par diverses entrevues d'hommes politiques, militaires et d'affaires, Gervais parvient à palper les multiples impacts de la dégénérescence politique des dernières années, pour toute classe sociale.

Jonas et Bobito ont englouti leurs minces économies afin d'embarquer sur un boat-people qui les mènera, avec un peu de chance, à Providenciales, petite île de la Caraïbe au nom prédestiné. Une femme, une « habituée » qui fera aussi le voyage, raconte la précédente dérive et l'échouage de l'embarcation sur une île inhabitée... Mais ces peurs ne parviennent pas à ébranler Jonas et Bobito, résolus à quitter la précarité sociale et financière de leur existence.

Hariel revient quant à lui de quelques mois passés en République dominicaine pour constater que, encore une fois, la situation s'est détériorée au pays. Le réalisateur le suivra à son retour en République dominicaine,

pour constater que les Haïtiens, émigrés à la recherche d'un emploi, y sont tout autant victimes de racisme et de discrimination qu'en leur pays d'origine.

À l'opposé, de riches industriels se plaignent de ne pouvoir diriger leurs entreprises en paix, victimes des règlements de compte des gangs armés qui terrorisent la capitale. Rudolph Boulos, exilé en République dominicaine, critique le fait qu'Haïti « *n'a eu que des gouverneurs de plantation* » depuis son indépendance. Hans Rémi, un ancien des HEC, a vu son usine pillée et incendiée par les chimères, fidèles d'Aristide, dans les jours suivant son départ.

Quand la vie est un rêve ne prétend pas chercher l'origine des crises sociopolitiques à répétition que connaît Haïti. En laissant la parole à l'intellectuelle Danièle Magloire et à l'ancien ministre lavalais, Leslie Voltaire, on ne peut, au mieux, que constater la polarisation et l'éclatement de la classe politique haïtienne aujourd'hui. Et en entendant le général Prosper Avril, duvaliériste et ancien président, et Ravix Ravissant, chef d'une milice insurrectionnelle récemment abattu, demander tous deux le retour d'une « armée forte et responsable » pour « combattre l'insécurité en Haïti », on comprend que malheureusement, tout se perd et se gagne encore par les armes dans ce pays.

FRANÇOIS L'ÉCUEY

La première télévisuelle de *Quand la vie est un rêve* aura lieu dans le cadre de l'émission Zone Libre Documentaires, le 21 octobre à 21 h sur les ondes de Radio-Canada.